L'ANTIDOTE Anticapitaliste
30 mars 2021

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
L'ÉTINCELLE

LES RAISONS DE LA COLÈRE

À la télé, Macron a osé déclarer « qu'il n'y a pas eu l'explosion [de l'épidémie] qui était prévue par tous les modèles ». Quelle impudence ! C'est exactement le contraire qui s'est produit : les prévisions désastreuses des épidémiologistes se sont réalisées quasiment à l'unité près ! Avec ses 250 morts par jour, les pubs vous invitant à vous faire vacciner alors qu'il est impossible à beaucoup de prendre un rendez-vous faute de vaccins, les tests salivaires promis dans les écoles et qu'on attend toujours dans la plupart d'entre elles, on n'en finirait pas de dresser la liste des mensonges du gouvernement et de ses supporters. Au point que la moutarde vous monte au nez dès que l'un se montre à la télé ou à la radio !

DES MILLIARDS POUR LICENCIER

Mais les raisons de la colère ne se limitent pas à la pandémie. L'État a distribué des centaines de milliards aux entreprises, pas pour maintenir les emplois mais, au contraire, se préparer à la reprise économique en étant le plus « compétitives » possible – autrement dit en licenciant, en réduisant les salaires et en aggravant les conditions de travail de ceux qui restent. L'essentiel des 100 milliards du second plan de relance sont allés à des entreprises qui réduisent leurs effectifs : Renault, PSA, Airbus et ses sous-traitants comme Latécoère, Air France, Total, Carrefour, Auchan. Pas de secteurs épargnés : c'est partout l'hémorragie chez les intérimaires, les CDD, qui s'ajoutent aux PSE pour les travailleurs en fixe.

UNE DÉGRADATION CONTINUE DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les directions de toutes les entreprises répètent comme des perroquets les mêmes « arguments » : « productivité », chasse aux « temps morts », « réorganisation ». À la SNCF, les conditions de travail continuent de se dégrader et les raisons qui avaient mis les cheminots en grève à l'hiver 2019 pèsent toujours. À la Poste, cela fait des années que la direction réorganise les services, créant pour les postiers des situations difficiles à tenir pour les moins jeunes tant la charge de travail est alourdie. Dans les hôpitaux, la pandémie a pris la suite de la lutte des hospitaliers pour faire connaître la situation dramatique de la plupart des services. Mais, contrairement aux promesses, le gouvernement a continué à supprimer des lits, les salaires des soignants sont toujours loin d'atteindre la moyenne européenne et la pression ne fait qu'augmenter, provoquant burnouts et démissions. Dans l'Éducation nationale, la crise a montré la nécessité d'une embauche massive d'enseignants, de personnels pour encadrer les activités des jeunes, de locaux. Mais rien, au contraire, des suppressions de postes dans les lycées et collèges. Le ministre a même osé « rendre » 200 000 euros à Bercy sur le budget 2020 ! Quant aux étudiants, on découvre la misère dans laquelle vivent certains, ce dont la ministre de l'Enseignement supérieur se moque comme d'une guigne, ne se préoccupant que de faire la chasse aux sorcières contre de prétendus « islamo-gauchistes ». Pour couronner le tout, le gouvernement veut réactiver la réforme de l'assurance-chômage qui fera baisser de près de 20 % les allocations de plus d'un million de chômeurs. Et, pour faire bonne mesure, le gouvernement veut remettre ça sur la réforme des retraites.

UNE RIPOSTE INDISPENSABLE DU MONDE DU TRAVAIL

Mais, ça commence à renâcler. Des débrayages dans le secteur pharmaceutique, à la Poste, à la SNCF dans le Nord. Des mobilisations contre les licenciements dans l'automobile. Des profs qui décident à nouveau de prendre en main eux-mêmes le respect de conditions sanitaires qui sont le cadet des soucis du ministère. Des luttes aussi – il y a peu à Total Grandpuits, chez le voyagiste TUI, en ce moment même chez les livreurs Uber et autres Deliveroo, chez les intermittents du spectacle. Signes annonciateurs d'une mobilisation plus générale ? Difficile de le dire aujourd'hui. En tout cas, l'action de tous ceux qui pensent indispensable et urgente une intervention du monde du travail fera tout pour y contribuer.

8 000 RESPIRATEURS FABRIQUÉS POUR RIEN

C'est ce que reconnaît un article du journal Challenges cette semaine. Il y a un an, gouvernement, Medef et télé nous chantaient qu'un consortium de « champions nationaux », avec Air Liquide, PSA, Schneider Electric ou Valeo, allait produire 10 000 respirateurs « à prix coûtant » (3 000 euros pièce quand même), pour la santé publique et la souveraineté nationale. Seulement voilà, comme tout le monde le savait déjà à l'époque : seuls 1 500 étaient utilisables contre le Covid-19. Les autres étaient au mieux utilisables dans une ambulance, mais « si vous vous en servez pour un syndrome respiratoire aigu, vous avez un risque de tuer le patient au bout de trois jours », disait un anesthésiste. Ces respirateurs « dorment aujourd'hui dans les placards des hôpitaux » dit l'article. Les industriels se sont fait de la pub grâce au gouvernement, en empochant 30 millions au passage. De l'argent public qui aurait pu servir à fabriquer des respirateurs... utiles aux hôpitaux.

LE MONDE D'APRÈS DANS LES HÔPITAUX C'EST LA PRÉCARITÉ

Après la première vague, Véran l'avait juré : « C'en est fini du dogme de la réduction des lits ». Un an après, les embauches promises ne sont pas arrivées. Pire, certains renforts Covid n'ont pas été payés ! La vérité, c'est que les projets de réduction de coûts, et donc de lits et de personnel, se poursuivent à Paris, à Nantes, à Caen, Marseille ou Nancy... avec 100, 200, 300 suppressions de lits à chaque fois. On demande aux hospitaliers de faire plus avec moins. Dans des services, la pénurie de personnel fait que les soignants déjà surchargés se retrouvent à faire les tâches des aides-soignants, secrétaires et assistantes sociales, alors que celles-ci enchaînent les CDD sans perspectives de titularisation.

MÉDECINE DE GUERRE...

Alors que les médecins dénoncent la saturation en cours des services de réanimation qui va se concrétiser par une politique de « tri » massive entre les malades à l'arrivée, il faut rappeler que ce tri a lieu depuis le début de la pandémie. Lors du premier confinement, on a retardé des milliers d'opérations chirurgicales, de dialyses, etc. Si l'on ignore encore le coût humain de cette politique de mise en concurrence entre les patients Covid et les autres, elle a fait que les hôpitaux ne sont jamais redescendus à une activité normale, malgré l'accalmie de l'été. Sans compter le tri qui a consisté à laisser les personnes âgées dans les EPHAD mourir par dizaines de milliers.

FORCÉS À S'ORGANISER NOUS-MÊMES ? CHICHE !

C'est évident, nous n'attendons plus rien des ARS, directions hospitalières et gouvernement. Pas de blouses, ni d'embauches, de vaccins, de masques, ni d'argent ? Depuis un an de crise sanitaire, on s'habitue à faire avec les moyens du bord, indépendamment des directives d'en haut sans queue ni tête. Peut-être chercheraient-ils tous à montrer leur inutilité et incapacité ? Puisque c'est ainsi ! Peut-être devrait-on établir le nombre d'embauches et le matériel nécessaires, et laisser l'hôpital aux mains des hospitaliers ?

RETROUVEZ TOUS NOS ANTIDOTES ICI

Que voulons-nous ?

Le Npa regroupe des militants de sensibilités différentes qui luttent pour une société sans pollution, sans misère et sans guerre. Cela veut dire aujourd'hui en finir avec le capitalisme car nos vies valent plus que leurs profits. La santé n'est pas une marchandise et nous comptons rassembler toutes celles et ceux qui partagent ces objectifs. N'hésite pas à faire traîner ce tract où tu veux qu'il soit lu et nous contacter pour préparer la riposte.

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER

@NANTES.REVOLUTIONNAIRE

NPA L'ÉTINCELLE NANTES

CONVERGENCES REVOLUTIONNAIRES

www.convergencesrevolutionnaires.org

Ne pas jeter sur la voie publique, fais-le plutôt tourner ce journal s'il t'a plu.